

### LA POLLUTION

LES RISQUES INHÉRENTS À LA LIGNE DE PÉTROLIERS VALDEZ (ALASKA)—CHERRY POINT (WASHINGTON)—LA QUESTION DU PIPE-LINE DU MACKENZIE

**M. Mark Rose (Fraser Valley-Ouest):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné qu'à Blaine Peace Arch, la fin de semaine dernière, un grand nombre de Canadiens et d'Américains ont exprimé leur inquiétude au sujet de la pollution de la côte ouest par le pétrole répandu le long du trajet suivi par les pétroliers de l'Alaska jusqu'à Cherry Point (Washington), le gouvernement s'est-il adressé officiellement aux autorités de Washington pour demander que des consultations aient lieu avant que d'autres projets soient mis en œuvre?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai dit à la Chambre l'autre jour, j'ai déjà invité le secrétaire d'État des États-Unis à nous consulter à ce sujet.

**M. Rose:** Monsieur l'Orateur, je me rends compte qu'il s'agit d'un problème international et que les initiatives que peut prendre le ministre sont assez limitées. Mais est-il disposé à user de l'autorité que lui confèrent ses hautes fonctions pour affirmer et réaffirmer quelles démarches le Canada peut faire dans cette très importante affaire?

**L'hon. M. Sharp:** Nous n'avons aucun différend avec le gouvernement américain à l'heure actuelle. Aucune décision n'autorise la construction du réseau de pipe-line trans-Alaska et, je le répète, j'espère que tous ceux qui se préoccupent des dangers de la pollution, comme le gouvernement canadien et moi-même, se prononceront clairement, afin que la décision de la commission qui étudie actuellement la question soit prise à la lumière des considérations concernant l'environnement. Il serait peu approprié à l'heure actuelle que je consulte le gouvernement américain sur des problèmes qui pourraient surgir plus tard.

**M. Louis-Roland Comeau (South Western Nova):** Monsieur l'Orateur, étant donné que le ministre vient de dire que nous devrions faire connaître nos vues, le gouvernement va-t-il encore présenter des instances plutôt que de proposer des consultations? Le ministre et son ministère font-ils des instances à cet égard?

**L'hon. M. Sharp:** Comme je l'ai déjà dit à la Chambre, monsieur l'Orateur, une commission du gouvernement américain tient actuellement des audiences sur la question de savoir si le projet de pipe-line trans-Alaska devrait se poursuivre. Il ne conviendrait pas que des représentants du gouvernement canadien comparaissent devant une commission américaine. Un député s'y est présenté à titre privé et, à mon avis, son intervention a été très utile. Je crois cependant qu'il est important que tous les intéressés, surtout la population de l'État de Washington et celle de la Colombie-Britannique, fassent connaître leurs vues sur la question afin que, au moment de prendre une décision, on soit pleinement conscient du très grave danger de pollution qui existe. Je n'hésite pas le moins du monde à dire, au nom du gouvernement du Canada, que nous croyons en l'existence d'un tel danger.

**M. Randolph Harding (Kootenay Ouest):** Étant donné qu'on a retardé l'aménagement du pipe-line Trans-Alaska, des compagnies américaines de pétrole ont-elles exercé des pressions sur le gouvernement canadien à l'égard de la construction d'un pipe-line dans la vallée du Mackenzie?

**L'hon. M. Sharp:** Non, je ne sais pas que des sociétés pétrolières américaines aient exercé des pressions. Comme le sait le député, il y a eu des pourparlers entre les gouvernements canadien et américain au sujet d'une politique pétrolière et il a alors été question d'étendre l'oléoduc jusqu'à Montréal.

**M. David Anderson (Esquimalt-Saanich):** Je voudrais savoir si le secrétaire d'État a reçu une réponse à sa lettre de mercredi dernier, je crois, adressée au secrétaire d'État des États-Unis sur ce sujet?

**L'hon. M. Sharp:** Nous n'avons pas encore reçu une réponse écrite formelle, mais lorsque mon message a été transmis au secrétaire d'État, il y a eu des sondages officieux.

**M. Harding:** J'ai une autre question supplémentaire pour le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Quand peut-on attendre les conclusions de l'étude de faisabilité sur le projet de l'oléoduc de la vallée du Mackenzie?

**L'hon. M. Sharp:** Je propose que la question soit posée au ministre plus directement intéressé à ces questions, c'est-à-dire, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, qui sera ici demain, je pense.

[Plus tard]

### LA POSITION DU CANADA QUANT À UNE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CONTINENTALE

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, ma question, qui en vérité s'ajoute à une série antérieure de questions, s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que, selon M. Robert Clark du Bureau of Commercial Fisheries des États-Unis, une politique canado-américaine relative à l'énergie permettrait de résoudre notre problème de pollution par le pétrole, le gouvernement a-t-il déjà fait connaître aux États-Unis sa position quant à une politique continentale dans ce domaine?

**L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, comme je l'ai déjà dit, nous ne songeons pas à une politique continentale en matière d'énergie. Toutefois, le député admettra, je pense, que, dans la mesure où nous avons nos propres politiques, nous devrions chercher à les coordonner pour le bien réciproque des deux pays.

\* \* \*

### LES CÉRÉALES

#### L'ÉCHEC DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LES CÉRÉALES—LA FIXATION D'UN PRIX-PLANCHER

**M. Don Mazankowski (Vegreville):** J'ai une question à poser au ministre chargé de la Commission du blé. Puisque la conférence internationale sur le commerce